

Le bassin du Jourdain Un enjeu dans le conflit israélo-arabe

Eugenia FERRAGINA*

La gestion des ressources hydriques au Moyen-Orient est profondément marquée par l'histoire, faite de continuité et de ruptures. Si sur le plan de la continuité, on parle de la grande tradition hydraulique arabe diffusée dans la Méditerranée tout entière, on peut identifier un premier élément de rupture dans les vagues migratoires qui ont accompagné la formation d'Israël, donnant ainsi naissance à une forte compétition entre la communauté juive et la communauté arabe pour l'accès aux ressources considérées comme inaliénables.

L'eau est donc devenue l'une des racines du conflit arabo-israélien, d'autant plus profonde qu'elle est souvent dissimulée par des choix politiques apparemment dictés par des considérations stratégiques et militaires.

Les forts taux de croissance de la population et les choix de politique économique privilégiant des secteurs à haute consommation hydrique, comme l'agriculture, ont ensuite contribué à la pression excessive sur les ressources, en altérant l'équilibre, déjà précaire, entre population et ressources existant à l'intérieur de la région.

Si l'on ne peut pas nier que les progrès des techniques extractives aient alimenté l'exploitation, entraînant de fortes répercussions sur l'environnement, il est vrai aussi que la technologie peut contribuer de façon décisive à la solution des problèmes hydriques, par la

diffusion de systèmes assurant une gestion efficace des ressources.

La sécurité hydrique de la région ne va pas dépendre seulement de l'exploitation de nouvelles ressources — donc d'une offre supplémentaire d'eau — mais plutôt de la capacité à influencer les économies d'eau, en agissant donc sur la demande. Il suffit de penser, à cet égard, à l'importance que l'hydrotechnologie prend dans le secteur de l'irrigation avec la création de systèmes capables d'éliminer les gaspillages et dans la réalisation de travaux hydrauliques pour le transport de l'eau à longue distance.

1 – L'eau au Moyen-Orient : économie et société

L'eau, dans l'histoire récente du Moyen-Orient, n'apparaît pas comme la cause univoque et directe des conflits au Moyen-Orient ; mais c'est, en réalité, l'un des facteurs qui ont profondément influencé la confrontation à l'intérieur de la région.

La situation hydrique s'est rapidement détériorée à cause des taux élevés de croissance de la population, en même temps que l'allocation des ressources entre les secteurs productifs a nettement privilégié le secteur agricole : entre 70 et 80 % des volumes consommés sont utilisés pour l'irrigation. De nombreux facteurs concourent à cette priorité, en premier lieu les choix de politique économique des pays de la région dictés par l'objectif prioritaire de la sécurité alimentaire.

Les principaux projets d'irrigation ont été conçus dans le but d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de base à une population en forte croissance. Pendant les années 1980, la détérioration des prix des produits agricoles a entraîné une chute des revenus provenant de l'agriculture irriguée. On a alors enregistré un changement des schémas de culture qui ont privilégié la production maraîchère et fruitière, le coton et les oléagineux.

Cependant, les gouvernements n'ont pas soutenu les changements en cours, car ils étaient préoccupés par la croissance de la dépendance

* Consiglio Nazionale delle Ricerche, Naples.

alimentaire et par les retombées que celle-ci pouvait avoir sur la stabilité politique du pays. Les interventions de l'Etat ont pris la forme de contrôles administratifs sur les programmes agricoles adoptés, altérant le libre fonctionnement du marché et favorisant des cultures à forte exigence en eau et à faible rendement. On a, en effet, favorisé les cultures céréalières et de betterave à sucre pour la consommation interne et du coton pour l'exportation.

Il faut rappeler ici que le concept de sécurité alimentaire pour les pays de cette région n'est pas l'obtention de l'autosuffisance alimentaire. Un objectif entre autres, que l'on ne peut pas atteindre vu les conditions agro-climatologiques. C'est, en fait, la capacité à agir sur la balance alimentaire de sorte que les exportations permettent l'achat sur les marchés mondiaux de la quantité de produits alimentaires que le pays n'est pas capable de produire sur la base des ressources dont il dispose.

La politique des aides à l'eau distribuée à un prix nettement inférieur à son prix d'exploitation réel, favorisant ainsi les gaspillages et soustrayant des ressources précieuses à d'autres secteurs économiques, représente un autre facteur qui a pesé en termes de croissance de la demande d'eau du secteur agricole et qui a empêché l'adoption de choix rationnels de la part des agriculteurs. La couverture des coûts pour la fourniture d'eau ne représente pas un problème exclusivement financier, mais constitue un instrument indispensable de conservation de ressources. Elle permet de concilier l'objectif tendant à réduire la charge financière qui pèse sur les gouvernements pour la réalisation des projets d'irrigation, avec celui relatif à la réduction des gaspillages. Les tarifs de l'eau devraient permettre donc la couverture des coûts d'investissements et de ceux de mise en œuvre et d'exploitation, outre les frais financiers et administratifs¹.

Seul un système de tarifs en relation avec le manque effectif d'eau peut permettre des choix se basant sur un prix optimal des ressources. L'efficacité de la distribution demande que l'eau soit utilisée de façon sélective, c'est-à-dire en faveur du secteur industriel, là où il garantit des rendements de l'eau plus élevés que le secteur agricole, sans toutefois pénaliser ce dernier, quand il s'agit d'une agriculture efficace, et qui répond à des critères économiques.

Le processus de globalisation lié à la création d'une zone de libre-échange en Méditerranée peut assurer, à terme, l'accès continu aux denrées alimentaires ainsi que des prix plus stables des produits agricoles ayant pour résultat de réduire le poids de l'agriculture dans l'économie et l'allocation de l'eau adressée au secteur agricole. Le concept de sécurité alimentaire dans le futur sera de plus en plus lié à la possibilité d'agir sur la balance alimentaire de façon à ce que les exportations permettent l'achat de la quantité de produits alimentaires que les pays en déficit hydrique ne sont pas capables de produire sur la base de l'eau dont ils disposent².

En même temps, on ne doit pas oublier que le problème hydrique ne peut être envisagé dans une optique exclusivement économique, en raison de la signification politique et idéologique que l'eau a dans toute l'histoire au Moyen-Orient. A ce propos, on doit rappeler le concept israélien de « frontière », entendu comme défense des limites nationales et comme valorisation des zones marginales et désertiques, mises progressivement en culture pour absorber les vagues migratoires successives. La politique agressive conduite par Israël pour le contrôle des ressources hydriques a représenté, non seulement une bataille économique — entreprise pour assurer une pré-condition indispensable pour le développement du pays — mais aussi une bataille idéologique, visant à la création « de l'homme idéal » qui, dans l'optique sioniste, était

¹ En Jordanie, le coût de l'eau pour l'irrigation est de 0,02 \$ par m³, ce qui n'est sans doute pas en relation avec le déficit hydrique du pays. En ce qui concerne les usages domestiques, un système de prix différenciés a été introduit : plus élevés dans les zones urbaines — en particulier Amman — plus bas dans les zones suburbaines et encore inférieurs dans la Vallée du

Jourdain. P. ROGERS et P. LYNDON, *Water in the Arab World*, Harvard, Harvard University Press, 1994, p. 24.

² T. ALLAN, *Israel and Water in the Framework of the Arab-Israeli Conflict*, Water Issues Group, SOAS, University of London, 1998.

celui qui travaillait la terre, en tant qu'expression tangible d'un enracinement sur le territoire.

2 – La lutte pour la terre et le contrôle de l'eau

Le but d'augmenter la dotation de ressources hydriques renouvelables a marqué toute l'histoire récente du Moyen-Orient, se présentant dès le début comme une grave contrainte au développement économique de la région.

Au moment de sa constitution, en 1948, Israël contrôlait seulement la rivière Dan, qui coule entièrement dans son territoire, alors que trois importants affluents du Jourdain (le Yarmouk, le Baniyas et l'Hasbani) se trouvaient hors des frontières de l'Etat hébreu. En 1953, Israël entreprit la construction de sa « voie hydrique nationale » : le *National Water Carrier*, une sorte de fleuve artificiel gigantesque, qui alimente le pays jusqu'au Negev à partir du bassin de stockage constitué par le lac Tibériade, grâce à 130 km de conduites souterraines situées à l'intérieur de la ligne verte. Ce grand projet est considéré par les pays Arabes, comme un détournement dangereux des eaux du Jourdain.

Les Etats-Unis furent les premiers à comprendre le potentiel de conflit lié à la question de l'eau et, dans ce but, envoyèrent dans les années 1950 un émissaire sur les lieux, Eric Johnston, en qualité de médiateur entre les parties. Le Plan Johnston, élaboré par un comité d'experts, fut toutefois refusé par les pays Arabes (Liban, Syrie et Jordanie), qui voyaient dans cet accord une reconnaissance implicite d'Israël. Celui-ci, de son côté, contesta la quantité d'eau accordée et sollicita l'introduction dans le plan de partage du fleuve libanais le Litani¹.

Les perspectives de médiation ayant échoué, les stratégies d'Israël d'un côté, et des pays Arabes de l'autre, se posent sur un plan de compétition croissante. A l'occasion de la rencontre au sommet au Caire en janvier 1964, les pays Arabes décidèrent de détourner les eaux

de l'Hasbani et du Baniyas vers le Yarmouk, en guise de réponse à l'inauguration du *National Water Carrier*. La réaction israélienne fut immédiate : les premières installations du projet furent bombardées, ouvrant ainsi la voie aux hostilités de 1967, car ce transfert partiel menaçait de réduire en fait le débit du Jourdain, d'où une diminution de 35 % des prélèvements possibles directement dans le fleuve. Au-delà de ses indubitables aspects stratégiques et militaires, la Guerre des Six Jours se présenta, donc, dès le début, comme une guerre pour l'eau ; de même que l'occupation du Liban dans la décennie suivante.

Cette politique permet, en effet, à Israël d'étendre son contrôle sur les ressources hydriques les plus importantes de la région :

- le haut plateau du Golan, avec le Baniyas, qui alimente le lac Tibériade au Nord et le Yarmouk au Sud. Véritable « château d'eau », le Golan fournissait, en 1987, de 25 % à 35 % de l'eau israélienne ;

- la Cisjordanie et Gaza, la première assurant environ 850 millions de m³ d'eau par an, et la seconde, par contre, n'ayant que de très modestes ressources, et où d'ailleurs des colonies juives se sont installées sur l'emplacement de nappes phréatiques² ;

- le Liban méridional où coulent l'Hasbani et le Litani.

Plus récemment, les négociations de paix en cours entre Israël, la Jordanie et l'Autorité Palestinienne ont abordé la question du partage de l'eau, mais la position d'Israël a été de centrer l'attention sur les aspects techniques plutôt que sur le problème central de la souveraineté sur les ressources en eau³.

¹ Il est important de souligner que, même face à un refus officiel du Plan Johnston, les pays Arabes et Israël ont tacitement accepté le Plan, du moment où ils ont respecté les parts qui leur ont été attribuées.

² Les pompages dans les nappes réalisés par les colons juifs, ainsi que la grande densité de population présente dans cette bande côtière, a déterminé une surexploitation des nappes provoquant l'inévitable entrée d'eau saumâtre et une forte détérioration des standards de qualité de l'eau. Cf. J. ISAAC, N. THEROS, W. SABBAAH, « The partition of Water Resources in the Jordan River Basin. A Palestinian Perspective », in E. FERRAGINA, *L'acqua nei Paesi mediterranei, problemi di gestione di una risorsa scarsa*, Il Mulino, Bologne, 1998.

³ Les accords reconnaissent aux différentes parties des droits légitimes sur les eaux régionales, mais ils

Selon les termes de l'accord entre Israël et la Jordanie, le premier s'engage à assurer à la Jordanie 50 millions de m³ d'eau par an et à participer à la réalisation des projets en commun en vue d'accroître la disponibilité en eau. En même temps, les deux pays « reconnaissent leurs droits légitimes sur les rivières Jourdain et Yarmouk et sur les nappes souterraines de l'Arava-Araba »¹.

La situation est nettement plus difficile entre Palestiniens et Israéliens. Selon les données arabes, les huit villes administrées par l'Autorité Palestinienne (Jéricho, Hébron, Ramallah, Béthléem, Naplouse, Jenine, Tulkarem, Qalqilya) reçoivent environ 30 % de l'eau disponible dans la région et même 20 % pendant l'été. Une estimation palestinienne révèle que, sur 601 millions de m³ d'eau prélevés en Cisjordanie, 56 % ont été détournés en Israël, 24 % attribués aux 170 000 colons israéliens et 19 % seulement pour les 1 600 000 Palestiniens.

Le processus de paix confère à l'Autorité Palestinienne une certaine influence sur les réserves d'eau, mais le contrôle d'Israël demeure toujours très fort : fixation des quotas d'eau pour les Palestiniens, expropriation de puits arabes, entraves à la circulation dans les zones retenues d'intérêt militaire, mauvais entretien des réseaux de distribution de l'eau de la Cisjordanie.

3 – La situation hydrique des pays du Bassin du Jourdain

Malgré le débit réduit du Jourdain et de ses affluents, le bassin hydrographique représente une ressource fondamentale pour les pays de la région et surtout pour la Jordanie et Israël, qui ont vu leur situation hydrique se détériorer progressivement et qui, contrairement à la Syrie et au Liban, sont à un tournant décisif en ce qui

concerne la formulation de nouvelles politiques de l'eau (voir Carte 1).

La Jordanie présente une situation particulièrement défavorable de dotation des ressources, puisque 88 % du pays est désertique ou steppique, et seulement 10 % reçoit un niveau de précipitations de 200 mm par an. Aussi la superficie destinée à l'agriculture sans irrigation ne dépasse-t-elle guère 5 % du territoire.

Les ressources de surface du pays s'élèvent à 568 millions de m³. Elles sont limitées au cours inférieur du Jourdain et aux affluents Zarqa et Yarmouk. Par ailleurs, les eaux du Jourdain ne sont guère utilisables de par leur faible débit et surtout leur haut niveau de salinité dû notamment à l'exploitation massive par Israël des eaux du lac Tibériade, d'où l'impossibilité d'un usage agricole. Le Yarmouk, au contraire, représente la principale ressource hydrique, même si l'exploitation par Israël et la Syrie a énormément augmenté dans les dernières années à la suite des projets lancés par ces pays. Le prélèvement jordanien dans le Yarmouk ne dépasse pas les 120 millions de m³ par an.

En fait, la faiblesse de la situation hydrique jordanienne réside dans la faiblesse de l'infrastructure de stockage. De plus, pendant les années 1980, les contrecoups liés aux sécheresses périodiques ont affecté le bassin et ont réduit le débit du Yarmouk (à peine 380 millions de m³).

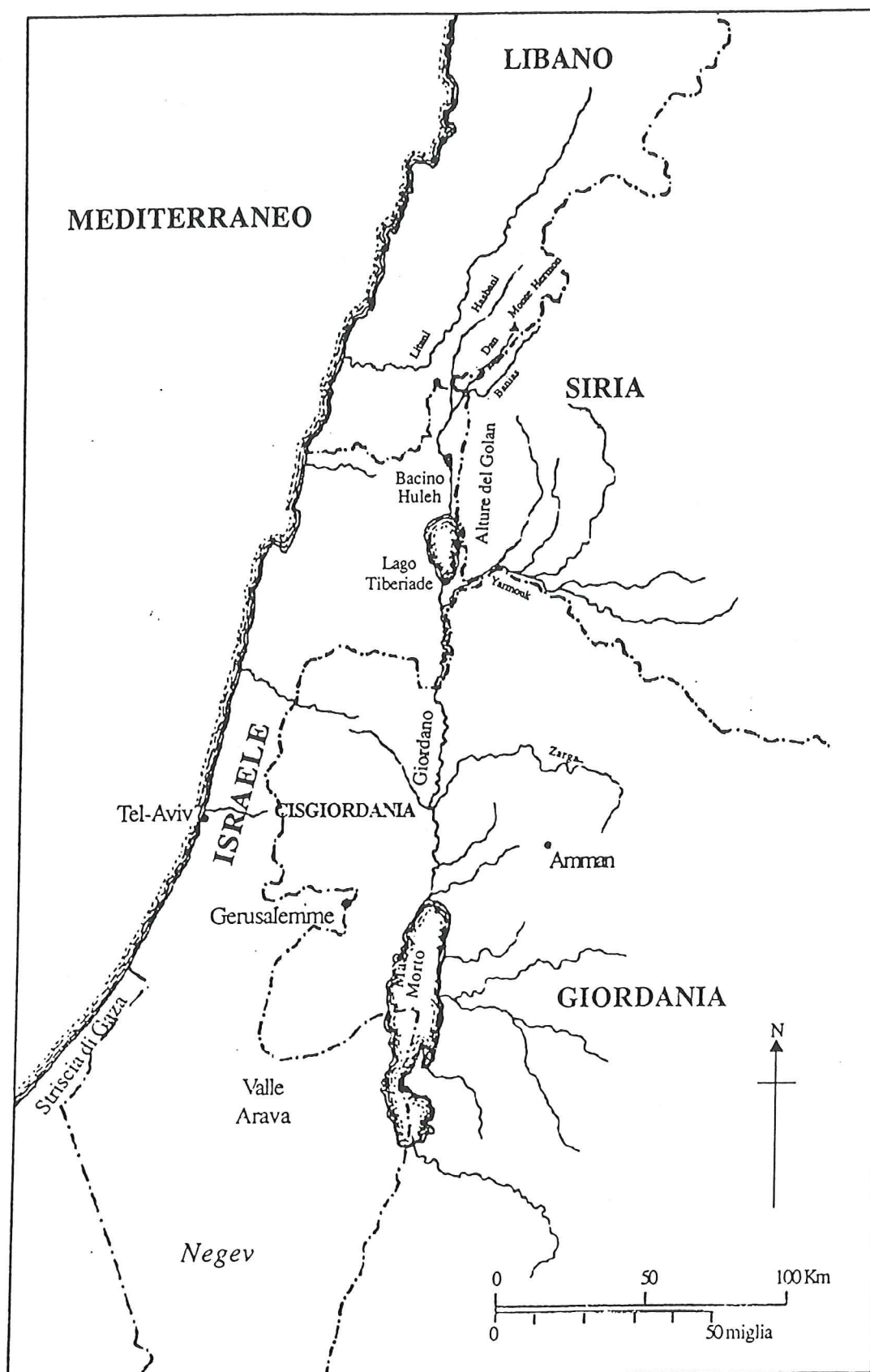
Les ressources souterraines de la Jordanie présentent un potentiel inférieur à celui d'Israël et, au cours des dernières années, le prélèvement dans les nappes a oscillé entre un tiers et la moitié. Les nappes renouvelables assurent 356 millions de m³ par an.

Des douze bassins souterrains fournissant les ressources renouvelables, deux ont été fortement compromis par une exploitation excessive. Le premier concerné est celui de Disi, dans le Sud, à la suite du pompage réalisé par l'Arabie Saoudite ; le deuxième est l'oasis de Azraq, à l'Est d'Amman, où ont eu lieu des prélèvements

n'abordent guère la question de la souveraineté politique. H. AYEB, *L'eau au Proche-Orient*, Karthala – Cedej, 1998, p. 178.

¹ *Water for the Future, The West Bank and Gaza Strip, Israel and Jordan*, Washington D.C., National Academic Press, 1999.

Carte 1 : Bassin du Jourdain



source : M. LOWI, *Water and power*, Cambridge University Press, 1993, p. 24

continus pour alimenter la capitale¹. La non-correspondance entre les zones de localisation des nappes et les zones à forte consommation d'eau présente un autre problème. Le bassin aquifère de Disi, par exemple, se situe à environ 300 km des agglomérations urbaines du Nord et cela pèse de façon considérable sur les coûts de transport de l'eau.

Face à des perspectives de forte détérioration de la situation hydrique à moyen terme, la Jordanie envisage la réalisation de projets au niveau national, sans pourtant oublier l'importance de la coopération internationale à travers la réalisation de projets communs, comme dans le cas du barrage *Al Wahdah* sur le Yarmouk avec la Syrie ou l'importation d'eau — le pays ayant pris en considération l'importation de 180 millions de m³ d'eau depuis la Turquie en utilisant des bateaux-citernes jusqu'à Haïfa et des camions ensuite — et la collaboration technique avec Israël².

Quatre priorités ont été envisagées pour le futur :

1 – La réhabilitation du réseau d'adduction d'Amman qui enregistre actuellement des pertes de 50 %. Le projet devrait être complété en 2004 avec le financement de la Banque Européenne de Développement, la Germany's Kreditanstalt, l'US Agency for International Development (USAID), la Banque Mondiale et le Gouvernement italien. La gestion du réseau serait confiée à un consortium formé entre la Suez-Lyonnaise des Eaux et une société locale, qui prendrait en charge la perception des profits, la fourniture des services aux usagers et la formation du personnel technique.

2 – L'exploitation du Bassin de Disi selon le modèle du BOT (Built-Operate-Transfer).

3 – Une usine pilote de dessalement de l'eau saumâtre de l'aquifère Hisban pouvant fournir

30 millions de m³ d'eau à la municipalité d'Amman.

4 – La réalisation du barrage *Al-Wahdah* sur le fleuve Yarmouk avec un financement des Pays du Golfe (Arab Fund for Economic and Social Development, Islamic Development Bank).

La dotation hydrique d'Israël est limitée, distribuée de façon inégale sur le territoire et soumise à des fluctuations continues. Les ressources principales en Israël sont localisées au Nord et au Nord-Ouest, alors que les agglomérations urbaines et industrielles et les zones cultivées s'étendent au centre et tout le long de la plaine côtière. Le développement des agglomérations au Sud du pays et les ressources destinées à l'irrigation dans le but de « faire fleurir le désert » ont fait de cette région une zone à forte consommation d'eau³.

Le cours supérieur du Jourdain est la ressource hydrique de surface la plus importante. Il fournit 1/3 environ de la demande hydrique globale d'Israël. Les ressources souterraines, en outre, sont très importantes. Elles représentent 3/5 du potentiel renouvelable, c'est-à-dire 1,07 million de m³ des 1,7 million de m³ au total. Les bassins côtier et occidental fournissent la plus grande partie des ressources hydriques souterraines.

Malgré les stratégies menées par Israël que l'ont peut ranger dans un contexte « hydropolitique »⁴, le pays demeure affecté par un grave déficit hydrique, qui se manifeste en termes d'épuisement de la dotation hydrique — le taux de reconstitution des ressources est de

³ L'eau est très sollicitée au cours de l'été, quand il y a une très forte demande pour l'irrigation et la consommation humaine, alors qu'il y a une plus grande disponibilité hydrique pendant les crues d'hiver. Les difficultés auxquelles les pays doivent faire face à cause d'une distribution inégale des ressources dans l'espace et dans le temps peuvent être partiellement résolues par la multiplication des points de stockage. Le lac Tibériade est le plus important de ceux-ci. Sa capacité est de 520 millions de m³, mais elle est insuffisante par rapport à la forte croissance de la demande intérieure.

⁴ R. G. MAURY, « L'idropolitica : un nuovo capitolo della geografia politica ed economica », *Rivista Geografica Italiana*, 99, n° 4, 1992.

J. SIRONNEAU, « Dossier : L'eau ressource stratégique, menaces et enjeux de l'hydropolitique », in *Géopolitique*, n° 43, 1993.

¹ Y. BAKOUR, J. KOLARS, « The Arab Machrek : Hydrologic History, Problems and Perspectives », in P. ROGERS, P. LYNDON, *Water in the Arab World*, Harvard, Harvard University Press, 1994, p. 132.

² Special Report : *Water, Middle East Economic Digest*, Vol. 44, n° 4, p. 13.

15 % inférieur à l'augmentation de la consommation d'eau — et de détérioration des niveaux de qualité, comme dans le cas du lac Tibériade et du Jourdain, dont les eaux sont presque inutilisables à cause du taux de salinité dû aux prélèvements excessifs.

Suite à la pression des récentes contraintes climatiques, dans les dernières années, Israël a changé sa politique en matière des ressources en eau. Les sécheresses de 1986 et de 1991-92 et la dernière de 1999 ont beaucoup contribué à économiser l'eau destinée au secteur agricole qui est passé de 2 milliards de m³ à 1,6 milliard de m³. En 1999, l'Israeli Water Commissioner a annoncé une nouvelle réduction de l'eau pour l'usage agricole de 25 %. Cette réduction doit atteindre 60 % dans les années à venir.

L'économie israélienne possède un niveau de diversification sectorielle qui a réduit le poids de l'eau comme input dans le processus productif : 97 % du PNB est le résultat des activités économiques qui n'utilisent que 5 % d'eau. En même temps, dans les dernières années, ce pays a augmenté le recours à des sources non conventionnelles comme le recyclage et le dessalement. Presque 20 % de l'eau utilisée dans le secteur agricole proviennent du traitement de l'eau municipale.

Le dessalement est considéré comme la solution pour le futur. En 1999, le Ministre Sharon a demandé le soutien de l'Union Européenne à cet égard, dans le but de réduire la pression sur les ressources en eau et de protéger les populations d'Israël, de la Jordanie et de la Palestine du déficit qui menace la région. L'annonce officielle que le dessalement peut apporter sa contribution au processus de paix représente une tentative pour détourner l'attention de la question stratégique relative à la répartition des ressources de la Cisjordanie et pour gagner l'appui des investisseurs internationaux en demandant la mobilisation des ressources techniques et financières¹.

Dans les Territoires Palestiniens, la situation est extrêmement dramatique. Les ressources

hydriques de la Cisjordanie peuvent être divisées en deux catégories :

- les ressources de surface, de la rive occidentale du Jourdain (West Bank) et les cours d'eau secondaires (wadi) ;

- les ressources souterraines des aquifères alimentés par les monts de la Cisjordanie.

Il existe une grande discordance de données concernant la dotation globale des ressources, qui oscillent entre 650 et 700 millions de m³. L'aspect essentiel est la quantité d'eau consommée par les populations palestiniennes, laquelle ne dépasse pas 125 millions de m³, soit entre 14 % et 18 % du total disponible. Par conséquent, le restant, compris entre 525 et 775 millions de m³, moins la quantité d'eau perdue par évaporation, représente la consommation des populations non arabes, à l'intérieur et à l'extérieur de la West Bank.

Le secteur le plus affecté par l'occupation israélienne est le secteur agricole, soit la plus importante activité économique des Territoires, en ce qui concerne l'emploi et la contribution au Produit National Brut².

La grande compétition entre Palestiniens et Israéliens pour l'exploitation des ressources hydriques en Cisjordanie est évidente si l'on compare la répartition des surfaces cultivées et irriguées des deux populations. Les données montrent que, face à un contrôle de 4,5 % de la zone cultivée, les colons israéliens gèrent bien 62 % des terres irriguées, alors que les Palestiniens, même s'ils cultivent 95 % des surfaces mises en culture, ne disposent que de 37 % de ces mêmes terres irriguées (Tableau 1).

Seul un changement structurel du tissu économique peut réduire cette compétition en matière d'eau. La Palestine devrait, dans le futur, se doter des ressources matérielles et institutionnelles capables de réaliser une véritable réforme économique en développant des activités productives à plus basse demande d'eau tels les secteurs de l'industrie et des services.

¹ Conférence Ministérielle Euro-Méditerranée sur la Gestion Locale de l'Eau, Turin, 18-19 octobre 1999.

² Selon les données de 1992 l'agriculture représentait 29,6 % du PNB en Cisjordanie et 24,7 % à Gaza.

Tableau 1 : West Bank : superficie cultivée et irriguée par population

	Total	Arabes	Israéliens
Superficie totale	560 000 ha		
Superficie cultivée	200 000 ha	190 000 ha	9 030 ha
en % de la zone totale		95 %	5 %
Zone irriguée	13 000 ha	4 873 ha	8 127 ha
en % de la zone irriguée		37 %	62 %

Source : M. LOWI, *Water and Power*, Cambridge, C. U. P., 1993, p. 190.

4 – La répartition des ressources en eau

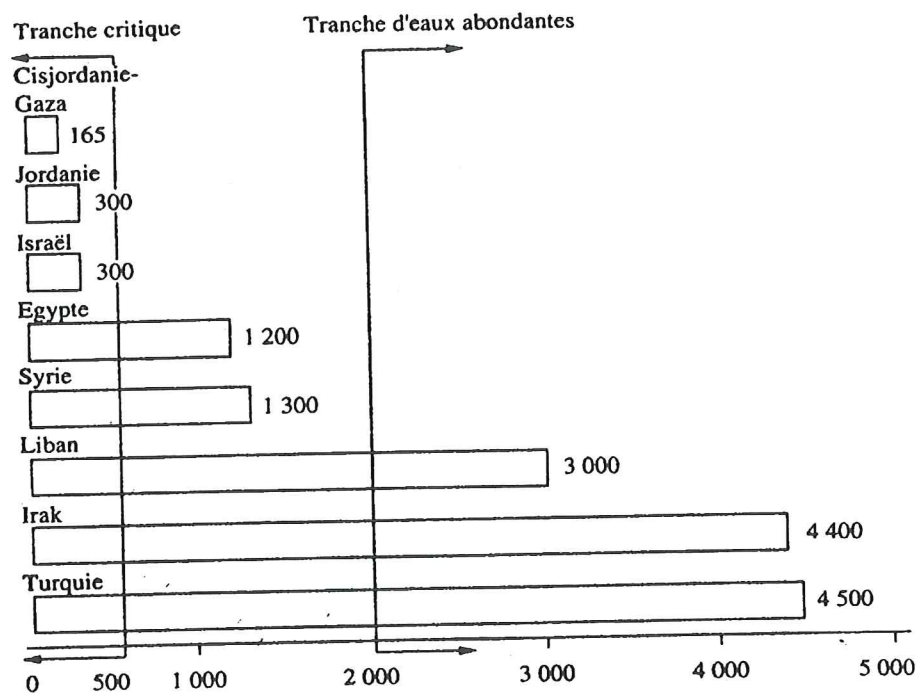
Les données statistiques montrent l'existence d'une situation extrêmement critique du point de vue de la dotation des ressources hydriques, qui implique les pays précédemment cités.

Différentes classifications existent en ce qui concerne la disponibilité en eau par habitant, qui montrent une situation de grave déficit hydrique. Selon la Banque Mondiale, le niveau minimum ne dépasse pas 1 000 m³ par an par habitant, le seuil critique est atteint avec 500 m³ par an, alors qu'au-dessous de 100 il est nécessaire d'avoir recours à des sources alternatives, telles que le dessalement de l'eau et le recyclage des eaux usées¹. Avec 300 m³ par habitant, la Jordanie se place sûrement dans la bande critique, de même qu'Israël (Figure 1).

¹ La Banque Mondiale dans son Rapport de 1992 sur le développement et l'environnement parle d'une disponibilité hydrique comprise entre 1 000 et 2 000 m³ par an et par habitant. J. SIRONNEAU, *L'eau au cœur du processus de paix entre Israël et l'OLP – Propositions*, Ministère de l'Environnement – Direction de l'Eau, Paris, 1995, p. 22.

Un des facteurs qui conditionnent les rapports de force entre les pays riverains du même cours d'eau est représenté par la position à l'intérieur du bassin hydrographique, qui privilégie les pays qui sont situés « en amont » sur le fleuve par rapport à ceux qui sont situés « en aval ». Les premiers, en effet, peuvent accéder à une ressource qui est encore intacte en termes de qualité et de quantité, alors que les seconds sont conditionnés dans leur dotation globale par les prélèvements et par la détérioration que les eaux subissent comme conséquence de leurs usages. L'existence de positions plus ou moins stratégiques en termes d'accès à la ressource est confirmée par la nette différence qu'il y a entre la Syrie et le Liban, disposant tous les deux d'un potentiel de ressources qui n'est pas encore utilisé et présentant un indice d'exploitation inférieur à 20 % et les autres pays du bassin, dont les prélèvements se placent déjà dans la limite maximum et qui dans certains cas ont tendance à la dépasser. Les prélèvements dépassent la disponibilité de ressources renouvelables à Gaza (indice d'exploitation entre 166 et 216 %) et en Israël (107 %) ; la situation paraît extrêmement critique en Cisjordanie (97 %) et en Jordanie (72 %) (Tableau 2).

Figure 1 : Les ressources en eau au Moyen-Orient



Source : La Documentation Française (Revue Maghreb-Machrek).

Source : J. SIRONNEAU, *L'eau au cœur du processus de paix entre Israël et l'OLP - Propositions*, Ministère de l'Environnement - Direction de l'Eau, Paris, 1995, p. 24.

Tableau 2 : Index d'exploitation

Pays et Territoires	Ressources renouvelables (moyenne annuelle en Mm ³ par an)				Prélèvement (Mm ³ par an)			Index d'exploitation	
	Ressources intérieures		Ressources extérieures		Ressources totales			Prélèvement total	
	Super- ficielles	Souter- raines	Super- ficielles	Souter- raines	(1)	Sup.	Sout.	(2)	(2) / (1) %
Syrie	4 324	3 609	28 000	1 200	37 133	2 900	2 300	5 200	14
Liban	1 750	3 195	-	-	4 945	650	210	860	17,4
Jordanie	156	356	412	-	924	336	333	669	72,4
Cisjordanie	45	580	0	0	625	375	237	612	97,9
Israël	200	800	400	270	1 670	600	1190	1790	107,2
Gaza	0	25	15	20	60	0	100/130	100/130	166/216

Source : J. SIRONNEAU, *ibid.*, p. 23.

Face à la situation de pénurie présente à l'intérieur du bassin du Jourdain, un changement de stratégie relatif à l'emménagement de ressources en eau s'impose. Il prévoit tant une gestion optimale de la demande et de l'offre des ressources hydriques, avec une distribution plus efficace entre les secteurs économiques, qu'une coopération à l'échelle régionale qui demeure la seule réponse à la détérioration croissante de l'équilibre population / ressources.

Conclusion

Dans un contexte régional où des situations de forte pression sur les ressources cohabitent avec des situations excédentaires, on peut identifier deux stratégies pour sortir de l'urgence hydrique : la première se joue sur le plan technique et économique et vise à la gestion de la demande et à la rationalisation des usages, la seconde sur le plan juridique et institutionnel et comprend la fixation de règles aussi bien sur le plan interne que sur le plan international.

On peut envisager de nouvelles tendances concernant la mise en valeur des ressources en eau :

- L'affirmation au niveau international des principes qui visent à une approche intégrée de la gestion des eaux transfrontalières. Les principes les plus prometteurs pour le futur concernent : la limitation de la souveraineté territoriale dans le but de ne pas porter préjudice aux intérêts des autres Etats, la communauté d'intérêts qui oblige à consulter les autres pays transfrontaliers pour toute utilisation des ressources en eau, et enfin l'usage raisonnable et équitable qui donne à chaque Etat le droit d'user des eaux du bassin sur une base de parité et non pas de rapports de force qui ont conditionné le passé.

- Une réduction de l'intervention directe de l'Etat dans la gestion des ressources en eau. Les gouvernements définissent les lignes de la politique hydrique nationale et règlent les conflits d'usage mais ils manifestent de plus en plus leur volonté de favoriser les investissements privés surtout en ce qui concerne les secteurs les

plus profitables comme la production et la distribution de l'eau en milieu urbain. Le rôle de l'Etat se réduit à soutenir la recherche de ressources nouvelles non conventionnelles, à promouvoir des accords de coopération et à lancer des programmes qui visent la sauvegarde des ressources en eau sur le plan de l'environnement.

- Le recours au recyclage de l'eau. Utiliser l'eau plusieurs fois permet de satisfaire la demande croissante d'eau sans augmenter les prélèvements. Le recyclage de l'eau urbaine est en train de progresser en Israël où 65 % des eaux usées sont traitées et employées surtout dans l'agriculture ; ce chiffre doit atteindre 87 % en 2020. En 1997 les eaux usées représentaient 14 % de toutes les ressources en eau.

- La coopération scientifique et technologique. Dans le futur, on devrait envisager la réalisation de projets en commun dans le secteur du dessalement, la diffusion des techniques nouvelles d'irrigation à haute économie en eau, la recherche des systèmes pour la réduction des pertes en réseaux et la sélection d'espèces végétales moins exigeantes en eau.

- La participation des usagers à la politique de ressources en eau. Ce processus doit être réalisé avec le soutien des communautés villageoises à la gestion des ressources, au niveau local et surtout à travers une sensibilisation de la population à l'économie des ressources en eau et au maintien de sa qualité.

Tous ces changements devraient amener à la création d'une communauté régionale de l'eau et de l'énergie au Moyen-Orient visant à substituer au monopole de l'autorité politique les principes de la solidarité économique. Cette évolution apparaît comme la seule capable d'activer des synergies entre les différents systèmes économiques et surtout de favoriser la création d'un véritable marché régional. L'eau peut donc devenir un facteur d'intégration, capable de donner une contribution décisive au cœur du processus de paix dans la région.